

Paris, le 9 septembre 2026 – Communiqué de la Fédération CGT des services publics

Propos racistes et sexistes tenus par des policiers municipaux de Carcassonne : l'impunité doit cesser !

La CGT exprime sa plus vive indignation à la suite des propos racistes, sexistes et scandaleux tenus par des policiers municipaux de Carcassonne. De tels agissements, intolérables au sein de toute la société, sont particulièrement gravissimes de la part de responsables dépositaires de l'autorité publique.

Ces déclarations ne sont pas un fait isolé : elles s'inscrivent directement dans la dérive sécuritaire portée par certaines collectivités gérées ou influencées par leurs idées rétrogrades et nauséabondes.

La CGT rappelle que la vocation première du service public territorial et de la police municipale réside dans des missions de proximité, d'écoute, de prévention et de création de lien social au service de l'ensemble de la population. Transformer ces missions de tranquillité publique en outils d'intimidation ou de discrimination trahit les fondements mêmes de notre pacte républicain et salit l'image de la police municipale.

Le service public doit garantir l'égalité stricte de traitement de toutes et tous les citoyen·nes et de tous les agent·es publics, sans distinction d'origine, de religion ou de couleur de peau. L'exemplarité doit être irréprochable à tous les échelons de la hiérarchie.

LA CGT EXIGE :

- **La suspension immédiate** et des sanctions disciplinaires exemplaires à l'encontre des policiers municipaux qui ont tenu de tels propos.
- **Un réalignement des missions de la police municipale** sur la prévention, le service aux usagers et le respect des libertés fondamentales.
- **Une intervention ferme du Premier représentant de l'Etat dans le Département pour imposer la protection des agents** et des administrés victimes de violences et/ou de discriminations à la Ville de Carcassonne.

La CGT continuera de se dresser sans relâche contre la dérive sécuritaire, le racisme, l'extrême droite et toutes les formes de haine, pour défendre des services publics humains, solidaires et républicains.